

SOUS LA DIRECTION DE
CHANTAL DELSOL ET GIULIO DE LIGIO

avec

STÉPHANE BAUZON, JEAN-MARC COICAUD,
MARCIN DARMAS, DOMINGO GONZALEZ,
SERGIU MISCOIU, DAVID UZAL

LA DÉMOCRATIE DANS L'ADVERSITÉ

ENQUÊTE INTERNATIONALE

LES ÉDITIONS DU CERF

LA DÉMOCRATIE EST TOUJOURS EN DIFFICULTÉ

STÉPHANE BAUZON

Une première difficulté de la démocratie est liée à sa définition et à son mode actuel de fonctionnement. La démocratie est définie comme le gouvernement du peuple mais dans les faits ce sont les représentants du peuple qui gouvernent. La démocratie serait-elle un simple idéal sans véritable réalité politique ? On comprend immédiatement la difficulté pérenne de la démocratie : la masse du peuple est dans un quasi constant état de privation de pouvoir politique face aux élus du peuple qui décident pour tous. La démocratie trouve sa légitimité dans une généreuse définition du pouvoir du peuple, cependant ce dernier peine à accepter d'en être dépourvu une fois les élections terminées. Une telle délégation est le plus souvent expliquée pour des raisons pratiques. Il est dit que le peuple est trop nombreux et qu'il ne peut pas gérer directement (comme dans l'antique Athènes ou certains cantons suisses aujourd'hui) les complexes et multiples décisions politiques du quotidien. Au mieux, le peuple peut, par le biais d'un référendum,

se prononcer directement sur une question précise en dehors du calendrier électoral, ce qui est marginal par rapport à l'administration des affaires publiques de tous les jours. Dans les États modernes (et *a fortiori* aujourd'hui dans les États postmodernes engagés dans la mondialisation), la démocratie semble condamnée à se résumer à un temps précis : celui de l'élection. Il est ce temps de liberté accordé aux citoyens pour élire ceux qui ont la charge de diriger la vie politique du pays. Le temps de l'élection focalise dès lors toute l'attention du jeu démocratique. Une fois la volonté populaire exprimée, les citoyens sont alors dépendants de leurs élus. D'acteurs politiques pendant le temps du vote, les citoyens sont immédiatement après relégués au rang de spectateurs du jeu politique. La liberté de vote donne sa légitimité à la démocratie, toutefois elle est toujours en difficulté en raison de cette tension entre le temps court de l'élection de représentants et le temps long qui lui succède, où le peuple n'a pas de prise directe sur les décisions politiques¹. Plus que de tension, pour définir le temps entre deux élections où le peuple est « captif » de ses représentants, c'est de frustration² qu'il faut parler pour comprendre, comme nous le verrons, le phénomène de contestation des représentants politiques dénommé « populisme ». Ainsi, la constante difficulté de la démocratie réside

1. Sur ce point, voir déjà la célèbre analyse de J.-J. ROUSSEAU : « Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle », *Du Contrat social*, Liv. III, chap. xv.

2. Ch. DELSOL, *Populisme – Les demeures de l'histoire*, Paris, Éd. du Rocher, 2015, p. 171-180.

dans le fait que les actions politiques sont soustraites au peuple au profit d'une élite : les représentants du peuple. Les votes antisystèmes, les dénonciations de la « caste » au pouvoir, le discours antipolitique auront donc toujours lieu, à des degrés différents, dans la mesure où la démocratie est représentative dans sa forme de fonctionnement et populaire dans sa définition substantielle. La difficulté peut tourner en tragédie (avec le risque de guerre civile ou de dictature) quand les valeurs métapolitiques de la démocratie sont ignorées voire méprisées par les représentants du peuple.

Une deuxième difficulté de la démocratie se trouve dans l'oubli de la nature éthique et juridique de celle-ci. Cette difficulté découle de la première quand, après avoir confié aux élus toute l'orientation des actes politiques, on pense que la démocratie n'existe plus comme décision individuelle dans la vie quotidienne. La démocratie est aussi un respect de valeurs qui (pour en citer les plus importantes issues de la Constitution américaine et de la Révolution française) sont : la recherche du bonheur, la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce sont des valeurs que chaque démocrate doit accepter dans sa vie en société. Ces valeurs se réalisent dans le respect de l'État de droit qui soumet chacun à une primauté de l'acceptation de la liberté d'autrui qui fonde la nôtre, dans la reconnaissance de l'égalité de tous les hommes et femmes dans nos relations personnelles, dans la bienveillance de la fraternité en société et dans la recherche du bonheur pour soi qui passe par celui des autres. Les valeurs de la démocratie ne se résument donc pas uniquement à la simple procédure

légale de l'élection. La démocratie a une métapolitique qui donne aux citoyens une moralité politique. Elle existe pour les tous les citoyens, pour les électeurs et les élus. Les valeurs de la démocratie sont avant tout énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Au-delà du temps de l'élection, la démocratie est une éthique, un ensemble de valeurs, une attitude dans les comportements de tous les jours qui règlent la conduite de tous les citoyens. Malheureusement, la dimension éthique et juridique de la démocratie qui fonde la moralité du vivre-ensemble (sa *vertu* disait Montesquieu¹) est trop souvent occultée par le temps légal du vote populaire de la démocratie représentative. Le temps de l'élection, disions-nous, est aujourd'hui le « Temps » de la démocratie. *Mutatis mutandis*, tout comme lors d'un colloque universitaire, le débat démocratique se déroule en principe dans un lieu naturellement public, ouvert à une pensée profonde et à l'échange respectueux d'arguments. À observer aujourd'hui les débats politiques sur les plateaux de télévision, il faut malheureusement convenir que la vertu du dialogue civil y fait trop souvent défaut. Soucieux de marquer les esprits des citoyens spectateurs, les candidats privilégient alors le slogan, le

1. « Il ne faut pas beaucoup de probité, pour qu'un gouvernement monarchique, ou un gouvernement despotique, se maintiennent ou se soutiennent. La force des lois dans l'un, le bras du prince toujours levé dans l'autre, règlent ou contiennent tout. Mais, dans un état populaire, il faut un ressort de plus, qui est la *vertu* », MONTESQUIEU, *De l'Esprit des lois*, 1748. Liv. III, chap. III. Toutefois, Montesquieu croyait que la vertu était hors d'atteinte pour les modernes et donc que la démocratie était chose du passé. Voir L. ALTHUSSER, *Montesquieu. La politique et l'histoire*, Paris, PUF, 1959.

parti pris, l'invective. Disons-le clairement, la vulgarité du propos, la caricature de la réalité, la superficialité de la pensée sont tristement aujourd'hui des caractéristiques de toute campagne électorale ou presque. Le temps de l'élection ne peut pas devenir un désolant théâtre de guignols, sinon comment s'étonner ensuite que les électeurs n'aient plus confiance dans l'intégrité morale de leurs représentants ! Le triste spectacle d'hommes et de femmes engagés en politique se querellant comme des polissons, parfois comme des voyous, est aux antipodes du débat démocratique. Une éducation, une instruction civique disait-on jadis, dans le discours politique est indispensable à tout débat démocratique.

Une troisième difficulté de la démocratie est la démagogie des discours politiques. Un discours est le fruit d'une réflexion. La réflexion demande un effort, une attention, une impartialité de l'esprit. La réflexion paraît vite ennuyeuse quand on réduit la pensée à l'immédiate compréhension d'un message. Notre société consumériste endort notre réflexion à coups d'accroches publicitaires. Le débat démocratique n'est pas une négociation mercantile. La négociation est réservée aux commerçants, à ceux qui, comme l'étymologie du mot « négoce » le montre, n'ont pas le temps de réfléchir au bien commun¹. Néanmoins, ils existent (et

1. Le mot « négoce » vient du mot latin *neg-otium* (le temps du travail) qui est la privation de l'*Otium* (le temps de l'étude) ; l'*Otium* est ce qui manque à l'esclave, mais il est la dignité de l'homme libre d'étudier et de participer à la politique chez les Anciens. Voir la formule de CICERON, *otium cum dignitate*, *De Oratore* Libro I, 1-2. Sur ce point voir, L. PERELLI, *Il pensiero politico di Cicerone*, Florence, La Nuova Italia, 1990, p. 64-68.

ils sont la grande majorité) des citoyens et des citoyennes éveillées aux difficiles et délicates questions du bien vivre ensemble. Ne nous cachons pas les yeux, il y a aussi nombre d'individus qui veulent des promesses miracles et des boucs émissaires à leur problème personnel du quotidien. Ce phénomène qui rejette la réflexion au profit de l'émotion est appelé aujourd'hui « populisme ». Le populisme est une expression quelque peu maladroite dans la mesure où elle implique une défiance envers l'intelligence du peuple, lequel est et reste le fondement légitime de la démocratie. Le phénomène dit du populisme n'est pas nouveau dans les démocraties modernes. Il s'agit là d'une corruption de celles-ci, c'est un temps où la peur, l'envie, la rage, tous ces vices issus des passions individuelles l'emportent. Se plonger dans la haine de l'autre, dans la frustration de la vie quotidienne, dans la nostalgie d'un passé prétendument meilleur, tout cela ce sont des antiennes déjà entendues ! Elles sont toujours prononcées par les démagogues¹ ennemis de la démocratie. Avant la Seconde Guerre mondiale, les partis dits nationalistes ont déjà accusé de tous ces maux la démocratie, et leur prise de pouvoir a eu pour leurs peuples les sinistres conséquences que nous connaissons tous ! Les partis dits révolutionnaires ont eux aussi voué la démocratie aux gémonies, et les résultats monstrueux que leurs gouvernements ont engendrés sont dans nos mémoires. Les critiques des

1. Déjà dans l'Antiquité, voir ARISTOTE, *Politique*, V, 11, 1134a. Voir aussi J. DE ROMILLY, *Problèmes de la démocratie grecque*, Paris, Hermann, 2006.

nouveaux démagogues contre la démocratie résonnent à nouveau aujourd'hui à nous en glacer le sang. La finance internationale, le système technicien, les étrangers étaient déjà décrits comme se jouant des peuples et leur volant leur héritage, leur présent et leur avenir. La démocratie était vue comme une mascarade ne donnant au peuple aucun choix véritable. Il est vrai, c'est là un truisme, que la démocratie souffre de maux sociaux hier comme aujourd'hui. Le dilemme est alors de savoir si nous voulons les résoudre par la démagogie ou par la pédagogie ? Les démagogues d'hier et d'aujourd'hui promettent des solutions définitives, fermes et précises. Le monde des humains n'est pas une perfection, par nature il ne peut pas l'être car les relations avec autrui sont toujours en devenir. Prétendre fixer les problèmes en décidant une fois pour toutes de ce qui est bon ou mauvais, est une œuvre messianique sécularisée. Les prophètes en politique, ceux qui se mettent dans la posture christologique du porteur de la bonne nouvelle, commettent une démesure – le plus grand vice pour les pères de la démocratie que furent les Grecs. Aujourd'hui, les populistes encouragent le vote des citoyens pour accéder au pouvoir. L'élection populaire n'est pas crainte, elle est contrôlée par la crainte de la perte de la souveraineté, de l'oubli des traditions, de la mélancolie d'un soi-disant meilleur passé. Le retour de la Nation et de la Foi dans le débat politique actuel est une réponse à la frustration de ceux qui dans la mondialisation et dans la société technicienne se sentent perdus, abandonnés, voire trahis. Max Weber et ses études sociologiques sur le

désenchantement du monde et sur l'avènement de la société savante semblent désavoués¹. Il l'était déjà à son époque par ceux qui lui reprochaient d'oublier l'esprit de l'histoire des peuples. Les idoles du passé sont le fonds de commerce des populistes. L'invocation à la Nation et à la Foi (ou sa version sécularisée dans le messianisme idéologique) est un lieu commun de tous les tenants du populisme. La volonté de protéger la Nation et la Foi sont de louables projets, mais ils sont dévoyés pour instaurer un discours décalé (et en cela démagogique) des réalités politiques de l'époque. Dans nos sociétés mondialisées et ouvertes à la diversité religieuse, ces appels à la fermeture sur le passé national et religieux d'un pays (ce qui diffère au demeurant de la défense des racines culturelles d'un peuple²) laissent un sérieux doute sur l'autorité politique de ceux qui les invoquent. À l'évidence historique du flou de l'idée de Nation, héritage encombrant et potentiellement sanglant du XIX^e siècle, s'ajoute l'étrangeté du rôle de la foi en politique. En Orient, les exemples de théocratie existent encore mais la démonstration de leur bon gouvernement démocratique est loin d'être prouvé ! En Occident, les appels à la théocratie ont disparu depuis longtemps. En outre, il convient de dire à ceux qui ont la foi chrétienne qu'il faut suivre dans son monde interne (dans sa conduite personnelle) les commandements parfaits de Dieu.

1. Sur ce point, voir A. HONNETH, *L'Idée du socialisme*, Paris, Gallimard, 2017, p. 13.

2. Voir S. WEIL, *L'Enracinement : Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1990.

Saint Augustin défie en effet les chrétiens de confondre l'espérance de trouver la bonté de la cité céleste avec la recherche d'une perfection dans la cité des humains. Saint Thomas d'Aquin nous met en garde contre le plus grand des péchés capitaux, le péché d'orgueil qui nous fait croire que nous savons d'avance ce qui est moralement bon ou mauvais pour autrui dans les rapports politiques.

Une quatrième difficulté de la démocratie est la vulnérabilité du dialogue comme méthode de règlement des conflits humains. Comme la Justice, la démocratie est un arbitrage qui évalue et évolue les positions à prendre face aux enjeux contingents de la société. La démocratie est une éducation à la justice¹. Comme la justice, la démocratie est précaire, vacillante et approximative. Elles sont toutes deux précaires car elles partent des rapports humains qui sont toujours en devenir. C'est là une vertu d'adaptation malheureusement peu comprise. Elles sont toutes deux vacillantes car elles acceptent la fragilité de la vie en société. C'est là une reconnaissance de notre humanité. Elles sont toutes deux approximatives car la complexité du réel ne permet pas de saisir le tout avec certitude. C'est là une approche probabilitaire d'analyse politique et juridique. Contre les démagogues qui proposent des solutions rapides, il faut se montrer pédagogue. La démocratie est un dialogue constant. Elle est notre capacité de comprendre la difficulté naturelle du vivre-ensemble. La démocratie doit savoir contrer

1. S. BAUZON, *Le Métier de juriste*, Québec, PUL, 2001.

tous ceux qui s'opposent au dialogue et à la justice, sans hésiter au besoin à condamner les démagogues les plus dangereux pour l'ordre public. La relation à autrui en société procède de l'ordre public, de la paix sociale et de la sécurité. Sans sécurité, il est impossible d'exercer les valeurs éthiques de la démocratie. Celle-ci doit assurer ce fondement du vivre ensemble qu'est la sécurité personnelle et matérielle des citoyens. Sans elle, les valeurs de la démocratie perdent leur sens. Le sentiment d'insécurité des citoyens explique la facilité à manipuler le peuple (aujourd'hui par des moyens marketings voire par la diffusion de fausses nouvelles sensationnelles¹). L'insécurité résulte de plusieurs facteurs. L'un d'eux est la rupture du principe d'égalité, qui a particulièrement souffert dans la vie économique. Dans les démocraties occidentales, on assiste depuis les trente dernières années à des tendances économiques anxiogènes pour la population. Sans en dresser une liste exhaustive, signalons à tout le moins les fortes inégalités de patrimoine et de revenu, le déficit national abyssal, la hausse du prix de l'immobilier découplée de celle des salaires, le fort chômage des jeunes, etc. Les politiques économiques semblent incapables d'inverser ces tendances. La notion de progrès économique (si important pour la vie démocratique moderne issue de l'avène-

1. Voir le récent scandale sur l'utilisation de données personnelles par la société anglaise Cambridge Analytica lors du Brexit en 2016, de la campagne présidentielle américaine de 2016 ou encore pendant la campagne présidentielle au Kenya en 2017. Voir H. CLINTON, *What Happened*, New York, Simon & Schuster, 2017. Voir aussi, G. COSENTINO, *L'era del post-verità. Media e populismi dalla Brexit a Trump*, Reggio Emilia, Imprimatur, 2017.

ment de la bourgeoisie) non seulement s'étiole, mais est remise aussi en cause en raison de la destruction de l'environnement qu'elle engendre. Le monde meilleur d'un lendemain écologique se fait attendre, et cela sans nous donner des moyens pour la croissance économique d'aujourd'hui. La mondialisation des échanges économiques favorise l'accès aux biens marchands tout en bouleversant les habitudes des citoyens. Les peuples démocrates s'interrogent. Le monde, leur monde, change rapidement. De nouvelles questions apparaissent. Comment vivre la démocratie dans un monde où la globalisation et Internet offrent aux empires commerciaux de Google ou Amazon un pouvoir destructeur de la vie privée ou des commerces de proximité ? Comment la démocratie peut-elle contrôler la robotisation (et demain l'avènement de l'Intelligence artificielle) des outils de productions destructeurs d'emplois ? Comment limiter l'afflux incontrôlé de migrants dans nos territoires ? Comment la démocratie peut-elle faire face à ce fléau qu'est le terrorisme dit islamique ? Il est trop aisé d'écarter ces questions comme étant populistes. Le peuple pose nécessairement des questions simples : celles qui collent simplement à la vie en société. Les experts de nos démocraties ne peuvent s'arroger l'exclusivité technocrate de celui qui sait. Les élus ne peuvent pas voir le peuple comme les « ne sachant pas » et eux comme les « sachant ». La critique dite populiste n'est pas démagogique quand elle pose les questions de bon sens. On comprend la volonté de vouloir « dégager » (terme populaire honni des politiciens professionnels) les « sachant » qui sont

toujours formels dans leurs analyses mais aveugles face aux drames sociaux du peuple. Le populisme peut donc aussi être compris comme un appel du peuple pour se faire entendre. Quitte à bruyamment bousculer les habitudes policées du jeu démocratique, les revendications populistes sont avant tout des questions du peuple restées trop longtemps ignorées par les élus et les élites. Les nouvelles questions liées aux rapides changements socio-économiques de l'époque actuelle sont à prendre au sérieux. Cependant, le peuple doit savoir que les réponses à ces questions passent par le dialogue. Ainsi, face aux questions populaires dues à la forte immigration de ces dernières années, il est trop aisé de répondre par des arguments pratiques (les immigrés compensent la chute démographique occidentale) qui inévitablement reçoivent des arguments pratiques opposés (les immigrés menacent le style de vie occidental). C'est là une réification du vécu de la population¹, une marchandisation de la vie en société, un mépris du sentiment profond d'insécurité du peuple. Comment s'étonner alors qu'il s'indigne par un vote malheureusement démagogique/populiste... Un dialogue démocratique fondé sur la justice doit donc s'établir. Pour reprendre le cas des peurs causées par l'immigration de musulmans, c'est par une réforme de la justice pénale en cas d'infraction et de la justice sociale quand elle favorise l'insertion des étrangers, que le peuple pourra se sentir tranquille.

1. A. HONNETH, *La Réification. Petit traité de théorie critique*, Paris, Gallimard, 2007.

Ainsi, en démocratie, la justice s'exerce sans stigmatiser les communautés musulmanes, mais en contrôlant la formation des religieux et en intégrant une réflexion théologique dans les décisions politiques les concernant (ce qui au demeurant fait défaut dans notre définition de la laïcité¹). La justice en démocratie est la vertu du dialogue entre les citoyens.

Pour conclure, il convient de redire que ce sont les citoyens dans leur vie quotidienne (ce temps où ils décident quoi faire de leur relation avec autrui) qui sont les véritables piliers de la démocratie. Un rôle malheureusement oublié, ou du moins délaissé, au profit d'un hédonisme individualiste. Être démocrate, c'est accueillir l'autre, c'est pour ainsi dire l'aimer, c'est s'ouvrir à sa liberté, c'est assumer notre égalité dans la vie quotidienne. Sans éducation au dialogue et à la justice, nous aurons de plus en plus d'individus apeurés et aigris par la démocratie et malheureusement prêts à suivre le chef charismatique qui leur promet de devenir de « vrais » patriotes, de « vrais » révolutionnaires, de « vrais » martyrs.

1. S. BAUZON, « Le Symbole républicain de la laïcité en France », *Persona y Derecho*, n° 77, Pamplona, 2017, p. 177-194.

Vers un nouvel affrontement idéologique, européen et planétaire ?	189
Thierry de Montbrial	
La démocratie est-elle compatible avec l'État ?	201
Dalmacio Negro Pavon	
De la démocratie à la démocrannie	211
Jacques Sapir	
« Excès de douceur et la démocratie »	223
David Uzal	
Trois phases dans l'histoire récente de l'idée de démocratie	239
Michel Wieviorka	
L'Europe et les nations : la démocratie doublement en crise	249
Yves Charles Zarka	

DEUXIÈME PARTIE

LA RAISON DES PEUPLES ET LA SCIENCE DES ÉLITES

LA QUESTION DU « POPULISME »

La démocratie est toujours en difficulté	283
Stéphane Bauzon	
La démocratie peut-elle apprendre du système méritocratique chinois ?	297
Daniel A. Bell	
Le populisme : la part étouffée de la démocratie contemporaine	317
Mathieu Bock-Côté	
La démocratie dans le miroir du populisme	331
Alessandro Campi	
Démocratie, populisme et la crise de la culture	349
Gerard Casey	
Coupure démocratique en Europe et la division Est-Ouest	365
Marek Cichoński	
Crise de la démocratie ou crise du <i>démos</i> ?	379
Vincent Coussedière	

© *Les Éditions du Cerf*, 2019
www.editionsducerf.fr
24, rue des Tanneries
75013 Paris

ISBN 978-2-204-12794-3